

3 mai : Journée internationale de la liberté de presse : femmes journalistes persécutées

Autor(en): **Deonna, Laurence**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **89 (2001)**

Heft 1451

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282243>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

3 mai: Journée internationale de la liberté de presse

Femmes journalistes persécutées

Pas moins courageuses que les hommes, les femmes. Elles aussi sont menacées de mort, elles aussi croupissent dans les geôles de notre triste planète. En voici trois parmi tant d'autres, trois journalistes militantes politiques pour qui l'association Reporters sans frontières s'est battue et à qui elle a attribué son Prix annuel.

Laurence Deonna*



San San Nweh, birmane, est en prison. Accusée, entre autres, de collusion avec le Parti démocrate pour une nouvelle société, elle en a pris pour dix ans. Arrêtée le 5 août 1994, sa libération est prévue en 2004. Dès le premier jour de sa détention, San San Nweh n'a cessé de subir les brimades collectives infligées aux prisonnières: des hommes déboulent dans sa cellule, puis après lui avoir enfilé un sac de toile sur la tête, la conduisent à la salle d'interrogatoire. Pas de torture physique au sens strict du terme, mais ces interrogatoires à répétition représentent une torture psychologique telle que certaines paient les gardiens pour tenter de les éviter.

* L'autrice est présidente de Reporters sans frontières Suisse

La cellule est insalubre, le toit est très bas, la fenêtre minuscule. Les prisonnières dorment sur une natte à même le sol. Les WC sont une cuvette changée une seule fois par jour. Dès 6 heures du matin, les détenues sont obligées de s'asseoir par terre, jambes croisées et tête baissée. Interdiction de parler, sauf une fois par jour pendant un quart d'heure. San San Nweh est très malade. Elle souffre d'une hypertension artérielle pouvant entraîner à tout moment un infarctus, d'une thrombopénie (manque de plaquettes dans le sang) provoquant des hémorragies incessantes, d'une infection rénale, de rhumatismes, etc. A part une aspirine ça et là, San San Nweh ne reçoit pas de soins.

Carmen Gurruchaga, née au pays basque espagnol, a débuté sa carrière au quotidien *Unidad de San Sebastian*, avant de rejoindre quelques années plus tard l'équipe de l'édition basque du journal *El Mundo*. C'est là que pour avoir osé s'insurger contre eux, elle deviendra l'une des cibles des terroristes de l'ETA. Menacée de mort à plusieurs reprises, une bombe a explosé le 22 décembre 1997 devant son domicile, où elle vivait seule avec ses deux enfants. Carmen Gurruchaga a depuis quitté le pays basque et s'est exilée à Madrid, mais ceci n'empêche pas son nom de figurer encore sur la «liste noire» de l'ETA. Travaillant toujours pour *El Mundo*, elle vit désormais jour et nuit sous protection policière.

Christina Anyanwu, née au Nigéria, était rédactrice en chef du *Sunday Magazine*. Poursuivie pour avoir osé publier la liste des personnes arrêtées après une tentative de coup d'Etat, le 1^{er} mars 1995, et de «faire du sensationnalisme autour de cette affaire», elle a été arrêtée le 31 mai 1995, libérée, puis arrêtée à nouveau, avant d'être libérée le 16 juin 1998. Sa détention, du moins au début, a été un enfer: manque de nourriture, hygiène épouvantable, malaria, tension artérielle dangereuse, ulcères, typhoïde, problèmes d'yeux... Ses deux enfants sont heureusement réfugiés aux Etats-Unis. Quant à son mari, il s'est désintéressé de son sort.

Journaliste ou pas, vous pouvez adhérer à Reporters sans frontières. Nous avons besoin de vous. Cotisation: fr. 100 fr. par an. Indiquez votre nom, adresse, téléphone, fax, courriel, et envoyez le tout à: Reporters sans frontières Suisse, Case Postale 48, 1211 Genève 8. Fax 022/328 44 89. Merci. ☺